

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la société

Journal de la société statistique de Paris, tome 47 (1906), p. 157-166

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1906__47__157_0

© Société de statistique de Paris, 1906, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques

<http://www.numdam.org/>

JOURNAL

DE LA

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

N° 5. — MAI 1906

I,

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 25 AVRIL 1906

SOMMAIRE — Adoption du procès-verbal de la séance du 21 mars 1906. — Nomination de deux membres titulaires. — Présentation des ouvrages, par M. le Secrétaire général. — Information, par M. Levasseur. — Discussion de la communication de M. Levasseur sur l'aperçu des résultats de la statistique comparée du commerce extérieur; discussion : MM. Levasseur, Neymarck, Fontaine.

La séance est ouverte à 9 heures, sous la présidence de M. Arthur FONTAINE. Le procès-verbal de la séance du 21 mars, inséré au bulletin d'avril 1906, est adopté.

Les candidatures soumises à la dernière réunion sont mises aux voix et adoptées; en conséquence, MM. RISSER et PINARD sont nommés *membres titulaires*.

On trouvera plus loin (p. 186 et 187) la liste des documents présentés par M. le Secrétaire général dans les séances des 21 mars et 25 avril.

M. LEVASSEUR attire l'attention de la Société sur une publication qui n'est pas nouvelle, mais qui vient de prendre une forme nouvelle, très intéressante pour les lecteurs français.

M. Gustave Sundbärg, chef de section au Bureau central de statistique de la Suède et membre de l'Institut international de statistique, rédigeait depuis dix ans un annuaire de statistique intitulé : *Statistiska Öfversiktstabeller för olika Länder*, qui paraissait dans une publication officielle, le *Statistisk Tidskrift*. D'année en année, cet annuaire a pris un plus ample développement. Mais, quoique l'auteur en eût un peu facilité le maniement en y ajoutant une table des matières en français, il était peu connu en France. C'était regrettable, car la publication contenait beaucoup de tableaux comparatifs, résultat d'un grand labeur et qui étaient d'une incontestable utilité.

En 1906, l'auteur a transformé entièrement sa publication. Il l'a beaucoup augmentée, il l'a rédigée en français sous le titre : *Aperçus statistiques internationaux*, et c'est désormais dans notre langue qu'elle paraîtra comme ouvrage séparé et non plus comme section d'une autre publication dans laquelle elle se trouvait à l'étroit. Elle a son éditeur (1).

(1) L'éditeur est P. A. Norstedt et fils, à Stockholm.

L'édition de 1906, qui est la deuxième année de l'œuvre, comprend deux cent soixante tableaux classés sous les rubriques suivantes : Superficie et population, Mouvement de la population, Traits de démographie spéciale, Administration, Agriculture et élevage du bétail, Industries diverses, Mines et usines, Commerce, Navigation, Communications, Tableaux annexes.

La plupart des tableaux présentent la série des chiffres à diverses époques et dans la plupart des États civilisés. Des notes indiquent presque partout la source à laquelle ces chiffres ont été puisés. L'auteur ne s'est pas borné à les transcrire servilement ; il a usé de son droit d'apprécier leur valeur. « Nous n'avons pas, dit-il, cru nécessaire d'accepter des chiffres officiels ou traditionnels quand ceux-là se sont montrés manifestement erronés ; à leur place nous avons tâché, autant que possible, d'établir des chiffres approximatifs. Mais il a pris la précaution de les imprimer en caractère différent.

Tous les statisticiens se rendent compte de l'énormité du travail qu'a entrepris M. Sundbärg et qu'il poursuit en l'améliorant d'année en année. L'amélioration de 1906 est une transformation complète. Les statisticiens français doivent être reconnaissants envers l'auteur de s'être décidé à la faire et il n'est pas douteux qu'elle contribuera à la diffusion d'une œuvre qui est un livre de chevet pour toutes les personnes qui étudient les questions économiques et sociales.

L'ordre du jour appelle la discussion de la communication de M. Levasseur, intitulée : Aperçu des résultats de la statistique comparée du commerce extérieur, et qui a paru dans les numéros de mars et d'avril du Journal.

M. LEVASSEUR rappelle d'abord les raisons qui lui ont fait faire cette étude : il a cherché les instruments qui permettent de mesurer la situation économique des différents pays et il lui a paru que le commerce extérieur, malgré ses imperfections certaines, est encore un des meilleurs indices : il donne, non une idée précise de la richesse des nations, mais très certainement une approximation suffisante.

Les chiffres qu'il a relevés proviennent de diverses sources : en premier lieu, d'Arnould jusqu'en 1789, puis des travaux de Moreau de Jonnés d'après M. de Foville, ensuite des études de César Moreau, le promoteur de la Société de statistique universelle, enfin et surtout des publications officielles d'un certain nombre de pays.

Deux grands graphiques traduisent les résultats de son travail : l'un particulier à la France, l'autre concernant les principaux pays. Ces deux graphiques ont été publiés, ainsi que le texte *in extenso* de cette étude, dans les numéros de mars et d'avril du Journal.

M. Levasseur rappelle ensuite qu'il a résumé dans la séance du 24 janvier 1906 (voir numéro de février, p. 51) le sens et l'importance des divers mouvements du commerce extérieur dans les diverses contrées pendant le dix-neuvième siècle. Il n'y reviendra donc pas, mais il tient à ajouter un mot sur les procédés qu'il a employés pour faire ressortir ces résultats.

Pour établir les comparaisons internationales, M. Levasseur a dû faire un choix entre les chiffres correspondants indiqués pour l'importation et l'exportation ; théoriquement, l'importation de A chez B devrait correspondre à l'exportation de B vers A ; pratiquement il n'en est pas ainsi, et l'on peut même dire que si l'identité des chiffres était réalisée, il y aurait une erreur. En tout cas, il faut toujours, de préférence, prendre l'importation dans chaque pays ; elle est certainement, à raison du contrôle par les droits de douane, mieux évaluée que l'exportation.

Enfin, en dehors de certains contrôles tels que les *Index numbers* de Sauerbeck, qui lui ont permis d'établir des corrélations pour les prix des marchandises, M. Levasseur a rapproché les résultats obtenus par les comparaisons du commerce extérieur d'autres indices tels que le développement des chemins de fer, les tonnes kilométriques de marchandises, le commerce par tête, etc., et c'est sur l'ensemble des procédés et des résultats ainsi exposés qu'il souhaiterait voir s'établir la discussion.

Après cet exposé, la discussion étant ouverte, M. Alfred NEYMARCK fait remarquer que M. E. Levasseur, en constatant par des chiffres précis l'accroissement du

commerce de la France, bien que cet accroissement eût été plus grand si des causes économiques qu'il a indiquées n'avaient pas nui à son développement, a répondu incidemment à ceux qui prétendent que la France est en décadence, voire même qu'elle se ruine, en opposant un jour la richesse des autres pays à celle de la France, une autre fois le développement du commerce des autres pays, ou bien encore l'accroissement de l'épargne à l'étranger, comparés à ceux de la France.

M. Alfred Neymarck tient à signaler, d'après la communication même de M. E. Levasseur, combien ces comparaisons sont défectueuses.

1° (Page 135). La comparaison du commerce extérieur des États ne saurait être l'expression adéquate des faits et fournir la mesure exacte de leur rapport numérique.

2° Chaque État ayant ses procédés particuliers d'enregistrement, les rubriques commerciales correspondent imparfaitement. Le major Craigie et sir Bateman ont publié, dans le *Bulletin de l'Institut international de statistique*, des rapports dans lesquels ils ont signalé ces discordances et donné aux statisticiens des conseils sur les moyens de se rapprocher de l'uniformité.

3° M. Levasseur a indiqué encore (pages 135 et suivantes) où se trouvent les discordances, soit qu'il s'agisse de la provenance ou de la destination des marchandises, soit qu'il s'agisse de la valeur des valeurs déclarées par les négociants, des valeurs réelles, du prix moyen du marché.

4° Entre la série des quantités et celle des valeurs, il n'y a pas parallélisme pour les pays qui calculent d'après des valeurs réelles, tandis que le rapport ne change pas pour les pays qui calculent d'après des valeurs officielles.

5° Mêmes discordances et défaut de comparaison exacte possible quand il s'agit de métaux précieux (page 136).

6° Il en est de même quand il s'agit du commerce général et du commerce spécial (page 136).

7° La conclusion de M. E. Levasseur est que la population de la France ayant proportionnellement moins augmenté que celle de la plupart des autres États, le coefficient comparé du commerce, mesuré par tête, se présente pour elle dans une condition relativement avantageuse. « Il serait bien difficile, conclut M. Levasseur, qu'un peuple qui, en trente-cinq ans, a augmenté à peine de 3 %, eût accru la somme de ses échanges dans la même proportion qu'un peuple qui, comme l'Allemagne, a augmenté de plus de 50 %. » (page 136).

Les observations présentées par M. E. Levasseur et ses conclusions sont celles, dit M. Alfred Neymarck, que nous avons soutenues et ne cessons de défendre. Dans *la France se ruine-t-elle?* étude parue en 1901, M. Alfred Neymarck avait fait remarquer (page 29) combien les statistiques comparatives étaient défectueuses : on oubliait de dire que la façon de les dresser n'était pas la même dans les divers pays. C'est ce que M. E. Levasseur a magistralement démontré dans sa communication.

M. Alfred Neymarck ajoute que, lorsqu'on parle du commerce extérieur de la France, il ne faut pas oublier, dans les statistiques, comme on le fait généralement, un élément considérable d'appréciation : celui du mouvement des valeurs mobilières, le montant des titres étrangers que détiennent nos capitalistes et les revenus annuels qui sont payés par les emprunteurs étrangers. Ainsi, nous sommes, à l'heure actuelle, créanciers de l'étranger pour environ 30 milliards. Ces 30 milliards, qui nous rapportent 1 500 millions, sont l'équivalent d'une exportation. Les revenus qui nous sont payés s'ajoutent aux bénéfices que peut donner le commerce d'exportation. Il n'est pas utile d'insister ici sur les avantages économiques de cette situation du pays toujours créditeur de l'étranger.

M. Alfred Neymarck fait passer sous les yeux des membres de la Société plusieurs graphiques : sur l'un d'eux, il a ajouté, aux lignes qui indiquent le mouvement commercial, d'autres lignes indiquant le mouvement des valeurs mobilières. Alors que, depuis 1870 par exemple, les exportations ont grossi de 4 milliards à 7 milliards, en chiffres ronds, le montant des titres et fonds étrangers appartenant en propre à nos capitalistes français s'est élevé de 10 milliards à 27 et 30 milliards

environ. L'ensemble des titres et fonds français et étrangers nous appartenant en propre était approximativement de 33 milliards en 1869; 56 milliards en 1880; 87 à 90 milliards en 1902; 90 à 93 milliards fin 1904.

Nous nous bornerons, dit en terminant M. Alfred Neymarck, à ces seules constatations. La richesse mobilière de la France, son accroissement, son développement continu, l'augmentation de ses capitaux d'épargne sont indéniables. Tous les indices économiques et financiers le prouvent. Il sera bien difficile de réfuter M. Levasseur, lorsque, avec sa haute autorité, il montre dans quelles erreurs ont pu tomber ceux qui, faisant des statistiques du commerce extérieur de la France avec celui des autres grands États, oublient les conditions nécessaires pour qu'une statistique comparée soit exacte.

En terminant, M. Alfred Neymarck rappelle une phrase charmante de M. E. Levasseur, aussi fine que profonde et qui répond à ceux qui croient encore qu'un excédent d'importation est un déficit : « Quand, dit-il, mon boucher m'apporte de la viande ou mon tailleur un habit, je ne crois pas que cette livraison soit un déficit dans mon ménage, non plus que je compte comme une perte l'argent que je tire de ma caisse pour les payer. »

M. LEVASSEUR constate que M. Neymarck a élargi la question, mais il ne s'en plaint pas, au contraire, et il est d'accord avec lui sur bien des points; il tient cependant à faire remarquer qu'il a tenu compte, pour l'Angleterre, du commerce en transit de la façon suivante : l'Angleterre ne relève pas, dans le commerce général, ce qu'on appelle le *transshipment*, c'est-à-dire le transfèrement *en rade* d'une marchandise pour une destination étrangère; mais elle distingue, dans les mouvements commerciaux, les produits britanniques de ceux étrangers ou coloniaux. On peut ainsi, à l'aide d'une soustraction, avoir une idée approximative du commerce extérieur de l'Angleterre moins le transit, en d'autres termes de son commerce spécial. Ce transit paraît d'ailleurs peu important.

M. NEYMARCK est tout à fait du même avis que M. Levasseur sur la valeur du commerce transitaire de l'Angleterre : il voulait simplement faire remarquer que l'on devait en tenir compte dans les comparaisons, comme l'a d'ailleurs fait M. Levasseur.

M. FONTAINE se demande s'il est possible de trouver une mesure de la prospérité, qui est elle-même mal définie; à coup sûr, le commerce extérieur est un indice, mais très vague, de la prospérité, et il n'est certainement pas une mesure; il cite à l'appui de son argumentation divers exemples montrant que le commerce extérieur peut augmenter notablement sans que la richesse générale ait été modifiée.

M. LEVASSEUR trouve les conclusions et le pessimisme de M. Fontaine trop absolus et il lui semble que, sans être une mesure, ce qui est impossible, le commerce extérieur constitue un indice relativement précis de la situation économique d'un pays.

M. FONTAINE croit que la conclusion à tirer des comparaisons du commerce extérieur vaut celle qu'exprime la phrase : « Le commerce va bien »; c'est le même ordre d'approximation, qui lui paraît très intéressant, mais qui ne dispense pas de recourir à d'autres indices.

Une discussion s'engage ensuite relativement aux prix des marchandises et il est décidé que la question d'augmentation ou de diminution de la valeur des dites marchandises depuis 1850 sera portée à l'ordre du jour dans une prochaine séance.

La séance est levée à 11 heures.

Le Secrétaire général,
E. FIÉCHEY.

Le Président,
A. FONTAINE.

II

ANNEXE AU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 21 FÉVRIER 1906 (1)

DE LA MORTALITÉ PARISIENNE

DU CALCUL DE LA MORTALITÉ A PARIS

La communication de M. le D^r Lœwenthal, faisant suite à une lecture faite à l'Académie de médecine, et à des articles qu'il a publiés dans divers journaux, formule contre le service de statistique de la ville de Paris et contre divers services municipaux d'assez vives critiques.

On peut dire que celles qu'il dirige contre le service de statistique résultent d'une erreur matérielle, erreur dont il est l'auteur. « Les décès enregistrés à Paris, dit-il, sont classés par le service de statistique en deux catégories : a) décès de personnes habitant Paris ; en 1902, ils étaient au nombre de 49 070 ; b) décès de personnes habitant hors Paris ; la même année 1902, au nombre de 4 103. *Seule*, la première catégorie figure dans la mortalité générale de Paris »...

M. Lœwenthal fait grand état de ces 4 103 décès. Comme la ville de Berlin ne compte pas à part les décès des domiciliés hors Berlin, il en conclut qu'une comparaison entre la mortalité des deux villes n'est pas possible, et que la mortalité parisienne est supérieure à celle qu'annonce la statistique. Il formule ainsi sa conclusion :

« Nous avons vu plus haut comment et à l'aide de quel procédé de comptabilité la ville de Paris arrive à décharger son budget mortuaire annuel de plusieurs milliers de décès.

« En présence de l'optimisme général de ce système d'évaluation, nous croyons accomplir œuvre utile en faisant connaître la vérité, aussi triste et aussi humiliante qu'elle soit pour la Ville-lumière et pour la France elle-même. »

Or il n'est pas exact de dire que les décès des personnes domiciliées hors Paris ne soient pas relatés avec tous les détails nécessaires par la statistique parisienne. Ils se trouvent détaillés par sexe et par âge, pages 170 et 171 de l'*Annuaire* de 1902, par exemple ; ils se trouvent détaillés par causes de mort et par sexe, pages 164 et suivantes de ce même *Annuaire* (et places similaires dans les volumes consacrés aux autres années).

Donc, le statisticien qui consulte l'*Annuaire* a la possibilité de les faire entrer dans le calcul de la mortalité parisienne. Nous croyons qu'il aurait tort de procéder ainsi, mais il a le moyen de le faire s'il est d'un avis différent. M. Lœwenthal pouvait donc le faire s'il avait voulu. Il n'a pas publié un seul chiffre auquel il ne lui fût possible d'ajouter les *domiciliés hors Paris*, si tel était son désir.

Il faut ajouter que la question est bien loin d'avoir l'importance que M. Lœwenthal paraît lui attribuer. Voici (page 162), en effet, quels chiffres on obtient par l'une et par l'autre méthode. On reconnaîtra que les différences sont peu appréciables.

La différence qui existe entre ces chiffres ne sont, en aucun cas, de nature à justifier les expressions excessives de M. Lœwenthal, même si on adoptait la méthode de calcul, très mauvaise selon nous, préconisée par cet auteur.

1. Réponse à la communication de M. le D^r Lœwenthal, lors de la même séance.

PARIS (1902)

Pour 1 000 individus recensés à chaque groupe d'âges,
combien de décès de personnes

Groupes d'âges	domiciliés à Paris		domiciliés à Paris et hors Paris	
	Masculins	Femmes	Masculins	Femmes
	De 0 à 1 an	188,5	171,2	207,8
De 1 à 4 ans. . . .	29,8	28,8	33,0	31,6
De 5 à 9 —	5,4	5,8	6,1	6,5
De 10 à 14 —	2,6	2,9	2,9	3,3
De 15 à 19 —	5,3	4,8	5,7	5,8
De 20 à 24 —	7,3	6,5	8,2	7,0
De 25 à 29 —	7,2	7,8	8,0	8,1
De 30 à 34 —	9,7	8,3	10,7	9,3
De 35 à 39 —	14,2	9,5	15,7	10,5
De 40 à 44 —	18,2	11,3	20,0	12,3
De 45 à 49 —	22,5	14,3	24,5	15,7
De 50 à 54 —	29,0	17,3	31,6	18,8
De 55 à 59 —	36,5	22,3	39,7	23,8
De 60 à 64 —	50,8	32,3	54,8	34,1
De 65 à 69 —	65,4	47,8	70,8	50,3
De 70 à 74 —	96,4	68,0	101,1	71,1
De 75 à 79 —	136,5	112,1	141,6	114,3
De 80 ans et au-dessus	236,5	202,7	244,3	207,4
Age inconnu	12,4	8,0	13,8	8,3
	20,3	16,8	22,1	18,1

Il est vrai que si l'*Annuaire statistique de Paris* détaille les décès des domiciliés hors Paris par sexe et par âge, s'il les détaille aussi par sexe et par cause de mort, il ne le fait pas pour ces trois distinctions simultanées. Cela est aisé à justifier :

Les « domiciliés hors Paris » sont, en règle générale, des individus domiciliés dans la banlieue et qui, ayant contracté à leur domicile une maladie quelconque, telle qu'une fièvre typhoïde, viennent à Paris uniquement pour la faire soigner dans un hôpital. Nous estimons qu'il y aurait abus à attribuer cette fièvre typhoïde à la ville de Paris, car ce n'est pas à Paris ni par un Parisien qu'elle a été contractée. Si on la confondait avec les décès parisiens proprement dits, le pourcentage que l'on calculerait ensuite serait erroné ; il attribuerait à Paris une mortalité plus forte que sa mortalité réelle.

Mais, répond M. Lœwenthal, cela « ne serait rationnel que si la ville de Paris tenait compte dans ses mortuaires de ceux de ses habitants qui vont par milliers tous les ans mourir hors de la capitale ».

L'objection ne pourrait être juste que dans une mesure imperceptible. Elle ne l'est que pour les Parisiens, qui se trouvent dans la position inverse de celle des « domiciliés hors Paris » dont nous parlions tout à l'heure, c'est-à-dire pour ceux qui, tombés malades à Paris, n'en sont sortis que pour se faire soigner dans un hôpital du dehors. Ils ne sont pas nombreux. Presque tous appartiennent à l'hôpital d'Aubervilliers (aujourd'hui Claude-Bernard) ; aussi les avons-nous toujours fait entrer dans la statistique parisienne. Nous ne pouvons guère faire de même pour les décès des hôpitaux plus lointains. Leur nombre est infime. En 1902, il y en a eu 4 à Angicourt, 2 à Forges, 6 à La Roche-Guyon, 61 à Berck et 7 à Hendaye. Et c'est tout (encore tous ne sont-ils pas Parisiens ; un certain nombre d'entre eux appartiennent à la banlieue). Ces chiffres sont insignifiants. Quant aux malades aisés

qui quittent Paris pour se faire soigner en province, nous ne pouvons les atteindre. Par contre, nous comptons dans la statistique parisienne les malades de province fort nombreux qui viennent se faire soigner par des médecins et chirurgiens de la capitale, en dehors de l'hôpital. Il ne peut pas en être autrement.

Ce que vise plutôt M. Lœwenthal, ce sont les *hospices* suburbains. Son objection, en ce qui les concerne, ne nous paraît pas valable :

Si une famille aisée quitte Paris pour prendre sa retraite dans une maison de campagne, cette famille cesse d'appartenir à Paris ; elle cesse d'y être recensée ; donc les décès qu'elle peut produire par la suite ne doivent pas y être attribués ; s'ils l'étaient, les pourcentages (sur 1 000 habitants recensés combien de décès) seraient faussés puisqu'on attribuerait à la population recensée des décès qui ne lui appartiennent pas. Ils ne doivent pas l'être davantage si, au lieu d'être aisée, cette famille est indigente et prend sa retraite dans un des hospices suburbains. Ce cas est identique au précédent, et comporte la même solution pour les mêmes motifs.

Nous ferions une faute analogue si nous rapportions à la population parisienne les décès des enfants assistés, lorsque ces enfants ont quitté Paris : on sait qu'ils prennent domicile dans les agences de province où ils restent jusqu'à vingt et un ans. Ils cessent donc de faire partie de la population parisienne et ne sont pas recensés avec elle. C'est donc avec raison que notre *Annuaire*, tout en faisant connaître le nombre de leurs décès par âges, se garde de les mêler avec les décès propres à la capitale.

M. Lœwenthal mentionne aussi les enfants en nourrice. La statistique de ceux qu'exporte le département de la Seine se trouve aussi dans notre *Annuaire*, avec indication du département où ils sont placés, du nombre de jours qu'ils y vivent, et des causes de mort qui font mourir un certain nombre d'entre eux. On peut donc calculer la mortalité qui leur est propre (c'est l'objet d'une étude détaillée qui se trouve dans l'*Annuaire* de 1903), mais leur comptabilité doit, pour des motifs d'ordre théorique, et aussi pour des nécessités d'ordre pratique, être distincte de la statistique parisienne.

Nous résumerons ainsi ce qui précède :

Les cadres adoptés pour l'*Annuaire* statistique de la ville de Paris permettent de calculer la mortalité parisienne en rapportant le nombre des décès à la population recensée qui les a fournis, ce qui est un calcul correct.

Ils permettent, en outre (et c'est ce qui a échappé à M. Lœwenthal), de calculer la mortalité en ajoutant au nombre des décès réellement parisiens, ceux qui concernent les malades de la banlieue, soignés dans les hôpitaux de la capitale. Ce mode de calcul donne des résultats très analogues au précédent, mais il est moins correct. C'est le seul que permette la statistique berlinoise.

Le « procédé de comptabilité » adopté à Paris est donc plus libéral que celui qui est adopté à Berlin. Car à Paris, on a le choix entre deux modes de calcul ; à Berlin on ne l'a pas.

DE LA DIMINUTION DE LA MORTALITÉ PARISIENNE

Nous avons redressé une erreur matérielle commise par M. Lœwenthal, erreur qui réduit à néant la plupart de ses réclamations.

Nous n'avons pas à examiner ici le reste de son travail.

Nous n'avons pas, notamment, à répondre aux critiques de forme outrée qu'il

adresse aux différents services de la ville : à la voirie, au service des logements insalubres, au service de l'assainissement, aux lois relatives à l'expropriation, etc., critiques qui se trouvent résumées par le titre de cette partie de son travail dans l'un de ses articles : « *Incurie municipale.* »

Il serait facile de prouver combien elles sont exagérées, et combien la comparaison qu'il y établit entre les services municipaux de Paris, Londres et Berlin manque de justesse, mais ce serait sortir de notre compétence.

Nous y rentrerons en montrant combien sont magnifiques les résultats que l'on obtient en comparant non pas Paris à une ville toute moderne telle que Berlin, mais Paris à lui-même, et comment la mortalité pendant les vingt-cinq dernières années a diminué *de moitié* à chaque âge avant l'âge de trente ans, et dans une proportion très sensible, quoique un peu moindre, après cet âge.

On s'en rendra compte en lisant le tableau ci-dessous (1) et le diagramme ci-joint (voir page 165).

PARIS. — Sur 1 000 habitants de chaque âge, combien de décès en un an ?

PÉRIODES	0-4 ANS	5-9 ANS	10-14 ANS	15-19 ANS	20-24 ANS	25-29 ANS	30-39 ANS	40-49 ANS	50-59 ANS	60-69 ANS	70-79 ANS	80 ANS ET PLUS	ENSEMBLE
1817-1820	147,0	18,0	9,0	11,0	17,0	12,0	18,0	17,0	26,0	49,0	109,0	205,0	31,0
1821-1825	157,0	21,0	9,0	11,0	19,0	15,0	12,0	17,0	27,0	51,0	115,0	231,0	32,3
1826-1830	157,0	19,0	8,0	10,0	17,0	17,0	11,0	18,0	23,0	52,0	127,0	215,0	32,8
1831-1835	110,0	21,0	8,0	10,0	21,0	18,0	17,0	18,0	35,0	63,0	119,0	208,0	34,0
1835-1840	126,0	18,0	9,0	12,0	19,0	15,0	18,0	19,0	28,0	52,0	110,0	212,0	39,8
1841-1845	139,0	17,0	8,0	11,0	19,0	14,0	12,0	18,0	23,0	45,0	100,0	205,0	27,4
1846-1850	160,0	19,0	9,0	13,0	19,0	16,0	15,0	20,0	27,0	51,0	119,0	267,0	31,1
1851-1855	167,9	18,4	8,3	15,0	20,1	14,3	18,5	17,3	28,0	51,7	112,8	223,6	29,8
1856-1860	158,2	13,1	7,0	12,1	15,8	11,3	11,7	15,4	21,7	49,1	102,0	195,5	26,5
1861-1865	131,0	11,0	5,5	9,6	12,2	11,9	12,4	16,3	26,3	50,0	103,2	210,2	25,7
1866-1870 (1)	128,5	10,6	5,2	9,2	12,3	11,6	11,5	18,6	28,0	55,0	110,8	235,5	27,0
1871-1875 (2)	101,3	9,3	1,2	6,9	10,2	11,1	12,6	15,5	23,6	45,7	100,4	181,3	22,4
1876-1880	108,8	9,7	1,7	8,0	9,4	11,6	13,2	16,5	25,3	47,3	106,1	209,7	23,9
1881-1885	111,9	8,9	1,6	9,9	11,1	12,1	11,2	18,7	27,3	47,8	91,6	177,1	24,4
1886-1890	102,3	7,9	3,9	7,1	9,3	9,7	12,9	18,6	27,1	47,9	98,2	195,3	23,9
1891-1895	85,1	7,2	3,3	6,2	7,7	8,5	11,6	16,1	26,6	47,3	98,6	205,8	21,1
1896-1900	65,9	5,6	3,2	5,6	7,5	7,1	10,8	15,8	25,1	46,1	95,0	203,0	19,0
1901-1904	54,9	5,2	2,9	5,0	6,7	7,0	10,0	15,7	24,7	41,5	84,5	253,5	17,8

1. Jusqu'au 1er septembre 1870 seulement.
2. Depuis le 1er juin 1871 seulement.

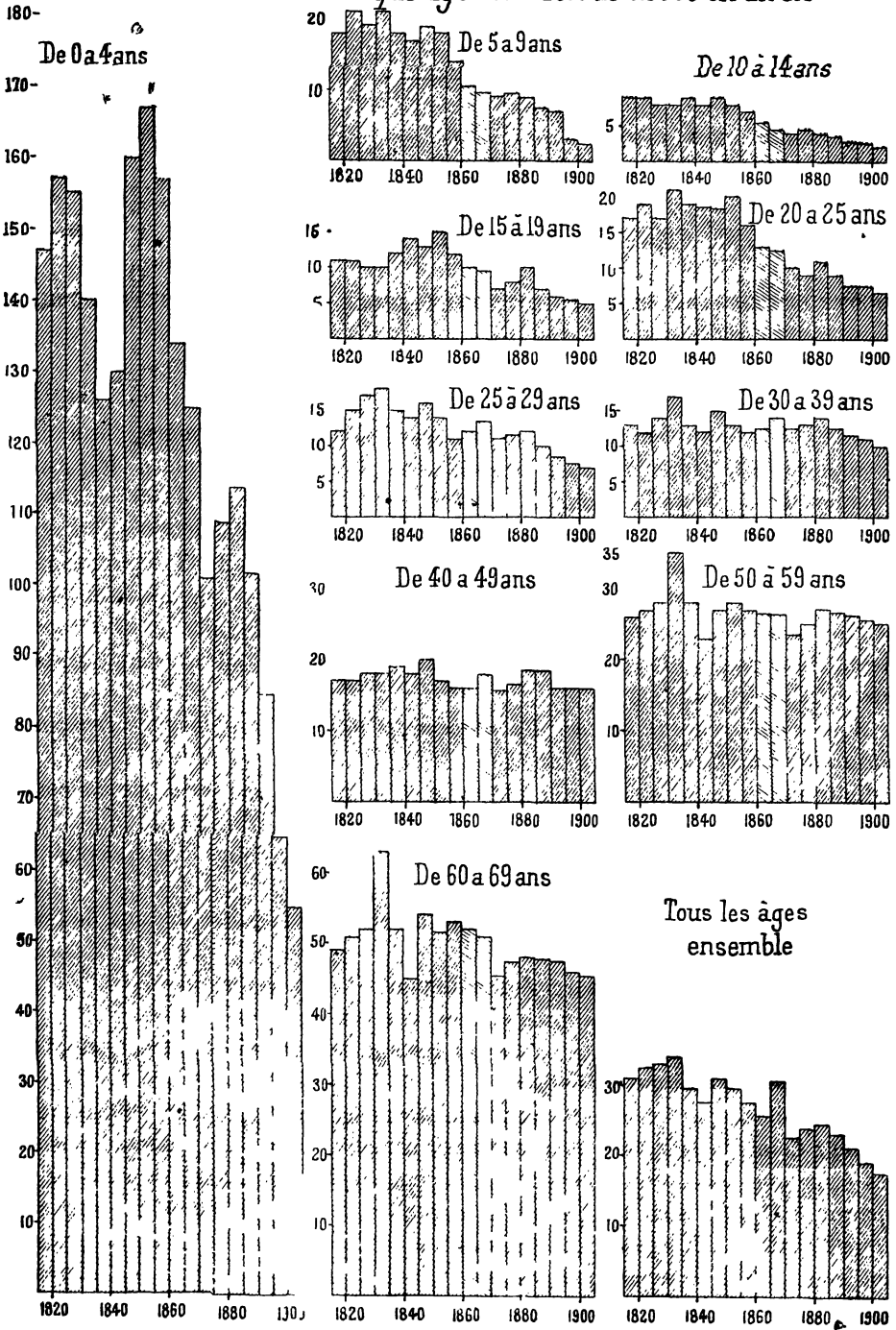
On y voit, d'un coup d'œil, le splendide résultat des efforts que les Parisiens ont faits pour transformer le vieux Paris du dix-septième siècle, aux rues étroites, mal alimentées en eau et presque sans égouts, et pour en faire la plus belle capitale de l'Europe. Cet effort gigantesque a eu, sur la mortalité parisienne, les beaux résultats que l'on voit sur notre diagramme.

La mortalité parisienne, très élevée autrefois, et presque constante de 1817 à 1860, a baissé beaucoup depuis 1860, mais jamais le progrès n'avait été aussi marqué que depuis 1880. L'administration parisienne a le droit de dire que sa constante sollicitude pour la santé publique n'a pas dû être étrangère à ce beau résultat. La création des services d'assainissement y a pris certainement une large part.

1. La manière de compter n'a pas toujours été constamment la même pendant toute la durée du dix-neuvième siècle. C'est en vain qu'on chercherait, dans ces variations insignifiantes, un argument pour contester les résultats généraux de notre tableau.

MORTALITÉ A PARIS (1817-1904)

Sur 1000 hab de chaque âge combien de décès en un an



M. Lœwenthal déplore que « la vérité soit aussi triste et aussi humiliante pour la Ville-lumière et pour la France elle-même ». Nous venons de voir qu'au contraire la ville de Paris trouve, dans l'histoire de sa mortalité, la récompense de ses travaux, et un encouragement pour persévérer dans la même voie, et réaliser de nouveaux progrès.

—————
D^r Jacques BERTILLON.